



l'étincelle



Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

18 avril 2023

Plus il parle, moins on l'écoute

Décidément le seul intérêt des discours de Macron, c'est de relancer la mobilisation ! Des milliers sont descendus dans la rue pour éviter d'avoir à l'écouter et exiger l'abrogation de cette loi retraite désormais promulguée. Pendant ce temps le président débitait des platitudes et quelques promesses dont nous savons déjà lesquelles seront tenues : le renforcement des effectifs militaires et policiers pour matraquer les opposants et les mesures contre les travailleurs étrangers pour détourner la colère. L'arrogance à l'état pur... mais pas si sûre d'elle-même. Eh bien nous allons lui montrer que le seul fusible désormais c'est lui !

La vraie démocratie elle est ici !

Le Conseil des neuf vieillards a validé la réforme ? Vomie par tout le monde, ils ont jugé qu'elle était constitutionnelle. Le 49.3 l'était aussi et il a mis tout le monde dans la rue. Car comme le crient les manifestants : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... ! » La mobilisation contre la réforme des retraites a eu comme écho des centaines de grèves victorieuses pour les salaires. Car l'inflation qui explose, ce sont nos salaires réels qui baissent, pendant que le CAC 40 affiche 152 milliards de bénéfices net et que le salaire du patron de Stellantis, Carlos Tavares, s'élève à 64 000 euros par jour samedi et dimanche compris.

Or, depuis des semaines, les revendications démocratiques épaulent les revendications sociales. Qui sont ces gens qui prétendent imposer par des coups de force institutionnels et policiers ce que tout le monde repousse dans la rue et par la grève ? Leurs prétendus « démocratie » et « dialogue social » n'existent ni dans les entreprises ni dans leur société. Ils gouvernent à coups de matraque et lacrymo contre les manifestants, ouvriers ou lycéens, et de rangées de CRS devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui que les bruits de bottes et la folie de ceux qui nous gouvernent ravivent la menace de guerre, plus que jamais leur pouvoir est inacceptable.

Ces ministres qui prétendent combattre l'extrême droite en appliquant sa politique

Cette semaine, après Gérald Darmanin, c'est Elisabeth Borne qui menace la Ligue des droits de l'homme (LDH) pour avoir dénoncé les violences policières. Malheur à ceux qui les dénoncent ! Pourtant, même le Conseil de l'Europe et la Maison-Blanche ou le *New York Times* s'en émeuvent. Borne va-t-elle tous les traiter d'« islamo-gauchistes » ? Pendant que Darmanin frétille

pour sa loi contre les travailleurs immigrés tout en envoyant sa police casser du manifestant, comment le gouvernement va-t-il nous faire avaler un « front républicain » contre l'extrême droite... après avoir mis en œuvre sa politique ?

R.I.P. le RIP : continuons la mobilisation !

Le Conseil constitutionnel a également invalidé le référendum d'initiative partagée (RIP) proposé par les parlementaires de gauche. Mais nous n'attendrons pas pendant des mois ou des années un RIP que la mobilisation a déjà tranché. L'intersyndicale, de son côté, a certes refusé le dialogue avec Macron... jusqu'au 3 mai, mais n'appelle à une prochaine journée que dans quinze jours, le 1er mai. Macron déclarait en Chine que seules des minorités ont reconduit les grèves.

Sauf que le soutien massif à ces minorités a créé une crise politique telle que plus personne ne veut se mouiller avec lui. Minoritaire à l'Assemblée, Macron n'a même pas eu les moyens cette semaine d'imposer un de ses favoris à l'Agence de l'environnement ni même un projet de loi sur la programmation militaire à 413 milliards d'euros de budget public. Notre force de travailleurs, c'est bien la grève ! Et le jour où nous serons nombreux à l'avoir décidée, le jour où la grève sera devenue « générale », aucun gouvernement, aucune police, ne pourra s'opposer à notre volonté.

Alors oui, mobilisés, nous le serons encore cette semaine, par les grèves, les blocages, les manifestations et dès jeudi 20 avril à l'appel de la CGT, auquel se rallie l'intersyndicale nationale de la SNCF pour une journée de « colère cheminote ». Elle devra devenir celle de la colère ouvrière de tous ceux qui ne passeront à rien d'autre tant que le gouvernement n'aura pas ravalé sa sale réforme, promulguée ou pas.



A quand le tour de cadran ?

Les postes de 12 heures commencent à s'imposer dans le secteur hospitalier. Après le privé (clinique de l'Orangerie, clinique Rhéna), c'est au tour des HUS de déployer ce changement d'organisation de la durée de travail. Les objectifs présentés par la direction sont clairs : réduire les temps de transmission et améliorer la continuité des soins, faciliter la gestion de plannings des personnels soignants et réduire la masse salariale de 6%. Outre cette lubie de toujours tendre à faire avec moins, on peut se demander si cette évolution va dans le sens d'une meilleure prise en soins des patients, qualitative et sécurisée ?

Mais plus important encore : est-ce que les équipes soignantes ont seulement été consultées sur ce sujet ? Ce n'était apparemment pas le cas dans les cliniques privées qui ont vu bon nombre de démissions à la suite de ces réorganisations. Quand on veut changer une organisation de travail, le minimum à faire pour qu'on puisse adhérer ou non à un tel projet, c'est d'impliquer sincèrement les personnes concernées, les équipes de terrain, les personnels soignants.

Allocution présidentielle : le show était dans la rue

Comme de juste, l'allocution de Macron lundi soir n'a rien donné d'autre qu'un quart d'heure d'autosatisfaction, de baratin et de généralités creuses, dont la promesse de « cent jours d'apaisement et d'action ».

Mais pendant que le président déblatèrait, les manifestants se sont regroupés dans près de 300 villes pour frapper sur des casseroles et crier « On est là ! » et « Macron démission ! ». A Strasbourg nous étions près d'un millier à nous rassembler place Broglie. Les slogans ont résonné au son des casseroles, puis le rassemblement a continué en manifestation jusqu'à 22h. Ici et ailleurs, la lutte continue.

La Défenseure des droits propose, le gouvernement dispose

Dans une interview accordée au média en ligne Le HuffPost, à l'occasion de la publication de son rapport annuel, la Défenseure des droits, Claire Hédon, s'inquiète des méthodes musclées de maintien de l'ordre, des entraves aux droits de manifester et d'association, mais aussi aux droits fondamentaux des plus vulnérables, et notamment

de la « maltraitance institutionnalisée dans plusieurs domaines », depuis la petite enfance dans les crèches aux personnes âgées dans les Ehpad. Et de lancer cet appel à l'égard des pouvoirs publics : « Il y a urgence à nous écouter. » Peu de chance cependant qu'elle soit entendue. Car dans le passé elle avait notamment demandé, en vain, l'interdiction lors des opérations de maintien de l'ordre des lanceurs de balles de défense (LBD) et des grenades de désencerclement. Ses dénonciations, qui rejoignent celles émises par des associations, organisations et institutions diverses, sont bien sûr justifiées mais c'est un poil à gratter que le gouvernement supporte sans trop de douleur.

Et pour quelques milliards de plus

On savait déjà que les trusts pétroliers connaissaient le lien entre consommation d'hydrocarbures et changement climatique dès les années 1970. Il y a quelques semaines, le militant écologiste néerlandais Vatan Hüzeir a rendu public un rapport confidentiel de Shell daté de 1989 qui décrit précisément les conséquences du changement climatique : inondations, tempêtes, montée des eaux, etc.

Ils savaient donc bien, mais entre la catastrophe à venir et les bénéfices présents (40 milliards d'euros pour Shell en 2022), les capitalistes ont vite fait leur choix.

MACRON 20H

LE TEMPS DE L'APAISEMENT EST VENU DANS UN PAYS PROFONDÉMENT DIVISÉ, OÙ DEUX CAMPS SE SONT OPPOSÉS...



MOI, D'UN CÔTÉ. ET DE L'AUTRE, TOUS LES ABRUTIS DE FRANÇAIS AVEUGLES À MON GÉNIE.